



AGADEV
AGENCE GABONAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DE L'ÉCONOMIE VERTE

NOTE

verte

LE BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE VERTE AU GABON

**État de l'économie
verte au Gabon et dans
le monde :**

où en sommes-nous ?

Les secteurs d'avenir:

la finance verte, les PFABO, la
cosmétique durable

**Recensement des
acteurs des PFABO :**

Les premiers enseignements





Sommaire

NOTE verte

LE BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE VERTE AU GABON

Édito	2
État de l'économie verte au Gabon et dans le monde : où en sommes-nous ?	4
Les secteurs d'avenir.....	7
La finance verte : passer du concept aux flux....	7
Les PFABO : de la cueillette à la filière structurée.....	8
La cosmétique durable	10
Recensement des acteurs des PFABO: Les premiers enseignement	12
Tout savoir sur la contribution carbone.....	18
Les acquis du Gabon (AGADEV)	20
Afrique : aperçu général de la bioéconomie	22
À propos de l'AGADEV	24

Édito

L'année 2025 aura marqué un tournant silencieux mais décisif dans la manière dont le Gabon pense son développement.

Pour la première fois depuis longtemps, les questions liées à l'économie verte ne relèvent plus du discours ou de la projection : elles s'installent dans les textes, les décisions budgétaires, les mécanismes de marché et, progressivement, dans les pratiques des acteurs eux-mêmes.

La réintroduction de la contribution carbone, la mise en service du Comptoir Maivou dédié aux PFABO, ou encore la désignation de l'AGADEV comme autorité nationale désignée auprès du Fonds Vert Climat mondial ne sont pas des signaux isolés. Ils témoignent d'un pays qui commence à organiser, pierre après pierre, les fondations d'une économie où la valeur ne se mesure plus uniquement en volumes extraits, mais en richesse durable créée localement.

Le contexte global, lui aussi, impose cette transition. Le monde entier cherche des matières premières mieux tracées, des produits plus naturels, des territoires capables de démontrer qu'ils protègent ce qu'ils exploitent. Le Gabon, avec son capital naturel exceptionnel, a une carte à jouer — une carte rare, mais dont l'impact dépend d'une chose : la capacité à lire ce qui change, à comprendre où aller, et à agir avec méthode.

C'est dans cet esprit que naît cette revue. Elle s'inscrit dans un moment où les avancées se multiplient, mais où la visibilité reste parcellaire, souvent dispersée entre administrations, initiatives locales et acteurs internationaux. Elle arrive pour mettre en ordre ce que le pays produit, observe et apprend. Pour éclairer les évolutions réelles, les dynamiques émergentes, les transformations à l'œuvre — qu'elles soient institutionnelles, économiques ou sociales.

Au fil des publications, ce document accompagnera l'économie verte dans sa progression. Non pas en annonçant ce qu'il faut faire, mais en rendant lisible ce qui se fait, en donnant corps à ce qui commence, et en mettant en relief ce qui mérite attention. Parce qu'un pays qui se transforme a besoin de repères réguliers, de points de mesure, de regards capables de distinguer les signaux faibles des ruptures profondes.

L'économie verte gabonaise avance.

Encore inégale, encore fragile par endroits, mais plus structurée qu'hier, plus assumée aussi. Cette revue en est le reflet : un espace pour comprendre le présent, observer le mouvement, et préparer les prochaines étapes d'une transition qui, désormais, s'écrit dans les faits.



5 chiffres pour situer le contexte mondial

1 700 milliards \$ investis en 2024 dans les technologies et industries bas carbone.

Plus de **90 pays** disposent d'un mécanisme de tarification carbone (taxe ou marché).

Environ **1 emploi sur 10** créé dans l'énergie est désormais lié aux renouvelables.

Les produits dits "naturels" représentent plus de **25 % de la croissance de la cosmétique mondiale**.

Les besoins annuels en financement climat sont estimés à plus de **2 400 milliards \$** pour les pays en développement.

État de l'économie verte au Gabon et dans le monde : où en sommes-nous ?

L'économie verte n'est plus une ambition portée par quelques institutions internationales : elle est devenue la nouvelle matrice économique de nombreux pays.

Dans un contexte marqué par la pression climatique, l'incertitude géopolitique et la recherche de modèles moins dépendants des ressources fossiles, les États, les entreprises et les investisseurs réorientent progressivement leurs stratégies.

Les montants consacrés aux technologies et industries bas carbone n'ont jamais été aussi élevés. Mais derrière ces chiffres, une réalité demeure : la transition avance de façon inégale, souvent plus rapidement dans les annonces que dans les faits.

Dans plusieurs pays du Nord, elle s'essouffle sous l'effet du coût politique. Dans nombre d'économies émergentes, elle progresse par à-coups, portée davantage par les opportunités industrielles que par la contrainte écologique.

Ce paysage hétérogène place les pays dotés d'un capital naturel exceptionnel dans une position singulière : ils ne transforment pas seulement leur économie, ils redéfinissent leur rôle dans l'économie mondiale.

Le Gabon fait partie de ces pays.

Son économie verte ne se résume pas à un chapitre environnemental : elle devient progressivement une composante de sa stratégie de développement. L'année 2025 en a donné un aperçu concret. Des décisions structurantes ont été prises, certaines tardivement, d'autres avec plus de clarté qu'auparavant. Elles ne transforment pas encore l'économie, mais elles en dessinent les futurs contours.

Le Gabon à travers l'AGADEV réintroduit la contribution carbone à un moment où la plupart des pays africains n'en possèdent toujours pas. Il a lancé un comptoir dédié aux PFABO, dans un contexte mondial où les produits naturels tracés gagnent rapidement en valeur. L'AGADEV a été désignée pour porter le dialogue avec le Fond Vert Climat, signe de sa crédibilité institutionnelle.

Rien de tout cela, pris isolément, ne suffit à parler de « transition verte » aboutie. Mais mis bout à bout, ces gestes montrent un pays qui commence à organiser ses ressources, ses filières et sa relation avec les bailleurs selon une logique plus durable, plus structurée.



6 chiffres clés pour comprendre le Gabon vert

≈ **89 % du territoire** couvert de forêts (environ 23,5 millions d'hectares).

Plus de 10 000 espèces de plantes, dont près de 15 % endémiques.

139 espèces de mammifères, 749 espèces d'oiseaux recensées.

La filière bois représente environ **3,2 % du PIB et 6 % des exportations** (ordre de grandeur).

La "green economy" au sens strict n'a contribué qu'à environ **4 % du PIB** en 2021.

L'économie "brune" (pétrole et dérivés) pèse encore près de **45 % du PIB**.

Sur le terrain, cependant, les défis sont réels : la transformation locale reste limitée, les données économiques sont parfois absentes ou incomplètes, les entreprises manquent encore d'incitations claires, et les coopératives avancent souvent avec des moyens modestes. L'économie verte gabonaise progresse, mais elle progresse par strates, pas encore comme un bloc cohérent. Ce n'est ni un défaut ni un retard : c'est la réalité d'une transition qui se construit dans un pays où la nature fait partie du quotidien, mais où son intégration dans la création de richesse reste en mouvement.

Dans le monde comme au Gabon, la question n'est plus de savoir s'il faut aller vers l'économie verte : c'est la direction prise par la majorité des États et des investisseurs. La question est plutôt de savoir comment y aller : avec quels instruments, quels secteurs porteurs, quelles filières à transformer en priorité, quels acteurs capables de structurer la croissance verte.

Le Gabon a fait des premiers choix.

Ils ne sont pas encore déterminants, mais ils sont significatifs. L'enjeu, désormais, est d'observer comment ces décisions se traduisent en résultats réels, quels secteurs s'approprient véritablement la transition, et quelles évolutions institutionnelles seront nécessaires pour donner au pays une économie qui protège sa ressource tout en créant de la valeur.



LES SECTEURS D'AVENIR

1

La finance verte : passer du concept aux flux

Depuis plusieurs années, les institutions financières internationales, les fonds souverains et les investisseurs privés annoncent des engagements croissants en faveur de la finance verte. Mais pour les pays comme le Gabon, l'enjeu central reste le même : **transformer ces montants annoncés en financements effectifs**, alignés sur les priorités nationales.

Avec l'AGADEV comme autorité nationale de référence auprès du Fonds vert pour le climat, le pays dispose désormais d'un interlocuteur capable de structurer des projets, de dialoguer avec les bailleurs et de défendre une vision cohérente. Le temps est venu d'entrer dans une phase plus opérationnelle : construire un pipeline de projets bancables, outiller les ministères et les porteurs de projets, et s'assurer que chaque initiative en lien avec l'économie verte explore systématiquement les instruments de finance climat disponibles.

Quelques repères

Les besoins de financement climat des pays en développement sont estimés à plus de **1 000 milliards \$/an** à court terme.

Le Fonds vert pour le climat dispose de plusieurs dizaines de milliards de dollars engagés ou en cours d'engagement.

LES SECTEURS D'AVENIR

2

Les PFABO : de la cueillette à la filière structurée

PFABO & territoire

Dans certaines zones rurales, les PFABO représentent jusqu'à **20-30 %** des revenus monétaires de certains ménages.

Les femmes constituent souvent **la majorité** des personnes impliquées dans la collecte et la première transformation.

Les produits forestiers non ligneux (PFABO) occupent, depuis longtemps, une place singulière dans l'économie rurale gabonaise. Ils complètent les revenus, assurent une part de la sécurité alimentaire, et font partie de pratiques ancrées dans les territoires. Mais faute d'organisation, leur contribution à la richesse nationale est restée marginale et largement invisible.

Le lancement du **Comptoir Maïvou** change progressivement cette situation.

En créant un espace dédié à l'identification, à la valorisation et à la commercialisation des PFABO, il permet de passer de la cueillette diffuse à une démarche de filière.

Le contexte local le justifie : de nombreuses femmes rurales vivent déjà de ces produits, mais sans accès structuré au marché, sans visibilité sur les prix, et sans accompagnement technique.

Maivou a été pensé précisément pour cela : offrir un débouché, instaurer des standards, mutualiser les efforts de transformation, et relier les coopératives aux marchés urbains et, à terme, internationaux. Il ne s'agit pas seulement d'un outil commercial, mais d'un instrument de formalisation, de sécurisation des revenus et de montée en qualité.



LES SECTEURS D'AVENIR

3

La cosmétique durable

Quelques ordres de grandeur

Le marché mondial de la cosmétique “naturelle & clean” croît deux fois plus vite que la cosmétique conventionnelle.

Dans certains segments, plus de **30 %** des lancements de produits mettent en avant l'origine des matières premières.

Le marché mondial de la cosmétique évolue rapidement vers plus de naturalité, de traçabilité et de sobriété environnementale. Dans ce mouvement, les pays disposant de ressources végétales uniques disposent d'un avantage évident, à condition de savoir le structurer.

Le Gabon réunit plusieurs atouts : une flore riche, des PFABO aux propriétés reconnues, une image environnementale crédible. La question n'est plus de savoir si ces ressources intéressent l'industrie cosmétique, mais comment les inscrire dans des chaînes de valeur organisées, capables de répondre aux standards de qualité et de régularité de l'offre.

C'est dans cette perspective, du **16 au 17 octobre**, la Directrice générale de l'AGADEV a pris part au salon mondial **COSMETIC 360** à Paris. Cette présence n'avait rien de symbolique. Elle visait à positionner les ressources naturelles du Gabon comme **matières premières d'avenir pour la parfumerie et la cosmétique responsables**, et à amorcer un dialogue direct avec les industriels, les laboratoires et les marques qui structurent ce secteur.

METIC360

EXPLORE INNOVATION

16 OCTOBER 2025

COSMETIC360
LET'S EXPLORE INNOVATION

METIC360
EXPLORE INNOVATION

COSMETIC360
LET'S EXPLORE INNOVATION

METIC360



LES SECTEURS D'AVENIR

4

Recensement des acteurs des PFABO: Les premiers enseignements

Le lancement du Comptoir Maïvou s'est accompagné, en 2025, d'un chantier déterminant : **le recensement des coopératives, associations, PME et acteurs informels engagés dans les PFABO et les ressources biologiques.**

C'est la première fois que le pays dispose d'une base de données consolidée sur ce secteur longtemps dispersé, invisible dans les statistiques nationales, mais essentiel dans la vie économique des territoires.

Réalisé auprès de **83 structures**, ce travail met en lumière une filière **vivante mais atomisée**, très féminisée dans la collecte et la première transformation, et dont le potentiel reste sous-exploité faute de moyens techniques, financiers et organisationnels.



Une diversité d'acteurs, mais peu de structuration

Les structures recensées se répartissent entre :

- environ **40 % de coopératives**,
- près de **30 % de PME**,
- environ **25 % d'associations**,
- et quelques initiatives artisanales ou informelles.

Cette diversité confirme l'existence d'un véritable tissu économique, mais aussi l'absence d'un cadre sectoriel harmonisé, freinant la régularité de l'offre et l'accès aux marchés.

Cérémonie de lancement du Comptoir Maivou



Une activité dominée par la transformation artisanale

Les types d'activité déclarés révèlent une filière centrée sur :

- **la transformation (≈ 45 %),**
- **la commercialisation (≈ 25 %),**
- **la collecte de résine ou de PFABO (≈ 20 %),**
- avec quelques activités connexes (≈ 10 %).

La majorité des transformations se font de manière artisanale, avec des contraintes matérielles fortes (manque d'équipements, absence de normes, capacité de production limitée).



Des organisations de petite taille, reflétant un potentiel sous-capitalisé

Si certaines coopératives comptent plusieurs centaines de membres (jusqu'à **530**), la grande majorité opère avec des effectifs de **5 à 35 personnes**.

Ce profil traduit une filière dynamique mais **fragile**, où les gains de productivité et de qualité dépendent largement :

- de la formation,
- de l'équipement,
- de la standardisation,
- et de l'accès au marché.

Des besoins clairs, alignés avec la mission du Comptoir Maïvou

Les demandes exprimées par les acteurs convergent autour de quatre priorités :

1. **Financement**, pour améliorer les capacités de production.
2. **Équipements**, notamment en transformation, conditionnement et conservation.
3. **Accès au marché**, via des débouchés stables et mieux structurés.
4. **Formation**, autant pour les jeunes que pour les professionnels déjà en activité.

Ces besoins confortent la mission du Comptoir Maïvou : formaliser la filière, renforcer les compétences, professionnaliser la transformation et connecter les producteurs aux marchés nationaux et internationaux.



Séance de travail et d'échanges entre l'AGADEV et les représentants des coopératives inscrites au comptoir Maïvou.

Lecture stratégique : un outil de pilotage pour l'économie verte

Pour les décideurs, le recensement Maïvou est bien plus qu'un exercice statistique. Il devient un **instrument de planification** permettant de :

- cibler efficacement les zones d'intervention,
- orienter les financements publics et privés,
- structurer des programmes de formation adaptés,
- identifier les chaînes de valeur à industrialiser en priorité,
- appuyer les discussions avec les bailleurs climat,
- préparer l'intégration des PFABO dans les industries naturelles (cosmétique, agroalimentaire et pharmaceutique).

En rendant visibles les acteurs, leurs capacités et leurs besoins, Maïvou apporte ce qui manquait jusqu'ici : **une cartographie fiable pour guider les politiques publiques et organiser une montée en gamme progressive.**



Séance de travail et d'échanges entre l'AGADEV et les représentants des coopératives inscrites au comptoir Maïvou.



Tout savoir sur la contribution carbone

Instaurée au Gabon par le décret numéro 54/PR/MECCHF du 16 janvier 2025, l'initiative souveraine carbone ou contribution carbone est un mécanisme environnemental à caractère financier qui procède de l'obligation de compensation des émissions de carbone générés par les opérations de transport aérien et maritime, et ce, conformément aux engagements que ces opérateurs ont librement pris au niveau de leurs industries respectives.

Ressource de l'Etat destinée à assurer le financement de programmes liés à la valorisation du capital naturel et à la transition écologique dans notre pays, elle est différente d'une taxe ou d'une redevance car elle ne vient pas rémunérer le fonctionnement d'un service public ou l'utilisation d'un ouvrage public. Elle ne constitue pas non plus un impôt, dans la mesure où elle ouvre droit à une contrepartie : la délivrance d'une attestation de compensation conforme aux meilleurs standards internationaux que les opérateurs ont toute latitude de faire valoir devant toute juridiction de leur choix pour justifier de la neutralisation de leur empreinte carbone en terre Gabonaise.





Les mécanismes souverains de compensation d'émission carbone existent depuis plus de 20 ans, mais en Afrique, leur adoption est nouvelle. Le Gabon est le 2ème pays à le faire après Djibouti et avant le Libéria qui vient de lui emboîter le pas.

Au Gabon, la contribution carbone a été pensée pour minimiser son impact sur les opérateurs aériens et maritime qui doivent, seuls, en supporter le coût sans le transférer aux populations Gabonaises: On parle ici en moyenne de FCFA 2.000 par container ou par billet d'avion. A titre indicatif, le coût environnemental est compris entre FCFA 5.000 et FCFA 25.000 par billet en France et entre FCFA 30.000 et FCFA 40.000 par container en Europe. La transition écologique ne doit pas se faire au détriment de la logique économique.

La contribution carbone s'inscrit parfaitement dans les engagements internationaux pris par le Gabon, tant au niveau du respect de notre Contribution Déterminée Nationale (CDN) sur les émissions de gaz à effets de serre, qu'au niveau des accords du secteur aérien prévoyant la possibilité pour les pays dont la part individuelle dans le trafic aérien est inférieure à 0,5% de proposer leur propre mécanisme de compensation en dehors du CORSIA.

Les acquis du Gabon (AGADEV)

5 jalons posés

1

Loi portant **création de l'AGADEV**

2

Reconnaissance Africaine du Gabon comme modèle de mise en place de la contribution carbone.

3

Désignation de l'AGADEV comme autorité nationale désignée auprès du Fonds Vert Climat.

4

Lancement du **Comptoir Maivou**

5

Recensement des coopératives actives sur les PFABO et ressources naturelles.

Ces jalons ne suffisent pas à eux seuls à transformer l'économie, mais ils créent un socle : une base institutionnelle, des instruments opérationnels, et une visibilité extérieure sur la trajectoire verte du pays.



Séance de travail avec l'ANAC et l'ensemble des opérateurs aériens



Cérémonie de lancement du Comptoir Maïvou



Séance de travail avec le Conseil Gabonais des Chargeurs (CGC) et les opérateurs du secteur maritime.

3 chiffres pour l'Afrique

30 % du PIB :

C'est ce que représentent, dans plusieurs régions d'Afrique, les secteurs liés à l'agriculture et à la bioéconomie — un poids économique massif, mais encore sous-valorisé.

50 % des actifs :

C'est la part de la population qui vit encore de l'agriculture dans de nombreux pays. Une force humaine immense, mais souvent peu outillée et faiblement intégrée aux chaînes de valeur modernes.

Moins de 20 %.

C'est le volume réellement transformé localement. La majorité des ressources biologiques quitte encore le continent à l'état brut, limitant la création de valeur et d'emplois sur place.

Afrique : aperçu général de la bioéconomie

Sur l'ensemble du continent africain, la bioéconomie est perçue comme une opportunité majeure pour tirer parti des ressources biologiques renouvelables — forêts, agriculture, biodiversité — afin de stimuler une croissance plus durable, l'emploi et l'innovation.

Dans certaines régions, plus de 30 % du PIB est attribué aux secteurs en lien avec l'agriculture et la bioéconomie. Les secteurs de l'agriculture, de la forêt, de la bioénergie et des bioproduits sont identifiés comme des axes prioritaires pour les prochaines décennies.

Malgré ce potentiel, plusieurs obstacles freinent encore la montée en puissance de la bioéconomie africaine : faible valorisation et transformation locale des matières premières biologiques, industrialisation limitée des chaînes bio-basées, manque de données fiables, incertitudes foncières, capacités techniques insuffisantes. Le continent se trouve à un moment charnière où les ressources existent, mais où le passage à l'échelle dépend de la qualité des politiques publiques, des investissements et de la gouvernance.



Notre rôle : architecte de l'économie verte

L'Agence est l'instrument opérationnel du gouvernement pour :

1. **La monétisation des crédits carbone et biodiversité**
2. **Valorisation des autres actifs du capital naturel**
3. **Développement d'un pôle d'excellence de l'économie verte**
4. **Mobilisation des financements verts**

À propos de l'AGADEV

Transformer le capital naturel du Gabon en avenir durable.

Près de **90 %** du territoire gabonais est couvert de forêts. Le pays affiche l'un des taux de déforestation les plus faibles du monde et contribue de manière nette à la séquestration du carbone à l'échelle planétaire.

L'AGADEV a été créée pour faire de cette richesse naturelle autre chose qu'un simple atout environnemental : une base de développement économique et social pour les Gabonais et, au-delà, un laboratoire africain de l'économie verte.

Avec un objectif simple : **bâtir un modèle gabonais d'économie verte, inclusif, crédible et durable.**











AGADEV
AGENCE GABONAISE POUR LE DÉVELOPPEMENT
DE L'ÉCONOMIE VERTE

Transformer notre capital naturel en opportunité pour demain

Immeuble des Palétuiviers
Sablière, Libreville
065 65 89 88 / 074 65 89 88
www.agadev-gabon.com

 AGADEV
 AGADEV
 @AgadevGABON
 @agadevgabon